

Le front serbe de l'impérialisme environnemental européen - la lutte autour des projets d'extraction de lithium dans la vallée de la Jadar.

Toutes les versions de cet article : [[English](#)] [français]

lundi 16 décembre 2024, par [BOKES Jakub](#)

Le projet d'extraction du lithium dans l'ouest de la Serbie a mis le public serbe en conflit avec le géant minier Rio Tinto, l'Union européenne et son propre gouvernement.

L'industrie « verte » slovaque, soutenue par le gouvernement slovaque et le commissaire slovaque au Pacte vert pour l'Europe, Maroš Šefčovič, s'intéresse également au lithium, dont l'extraction aurait des impacts négatifs significatifs sur l'environnement serbe. Comment la solidarité civique slovaque devrait-elle se manifester envers les habitants de Serbie qui luttent pour la protection de leur environnement, compte tenu de la nécessité de transition vers une économie bas carbone ?

« Nous te poursuivrons jusqu'à ce que tu disparaisses, ordure. » C'est le message que l'activiste serbe Aleksandar Matković a reçu le 14 août d'un numéro anonyme. Quelques heures plus tard, un autre message est arrivé : « Comment va la lutte contre Rio Tinto ? » À ce moment-là, Matković savait que les menaces étaient liées à son activisme contre le projet de Rio Tinto d'extraire du lithium dans la vallée de Jadar, dans l'ouest de la Serbie, un projet également soutenu par le gouvernement serbe.

Les activistes serbes ont déjà vaincu une fois le géant minier Rio Tinto. Des manifestations massives à travers la Serbie en 2021 ont forcé le gouvernement serbe à arrêter la construction d'une mine de lithium dans la vallée de Jadar. Le lithium est l'un des principaux composants des batteries ioniques, c'est pourquoi il est devenu ces dernières années une matière première essentielle pour la transition vers une économie bas carbone. Cependant, son extraction a de nombreux impacts négatifs sur l'environnement : de la pollution de l'air à la contamination de l'eau et du sol.

Les tensions croissantes entre l'Union européenne et la Chine, qui est actuellement le leader dans le développement des technologies bas carbone, ont encore augmenté l'importance stratégique du lithium serbe pour l'industrie européenne. En juillet de cette année, le vice-président slovaque de la Commission européenne, Maroš Šefčovič, et le chancelier allemand Olaf Scholz ont donc signé avec le président serbe Aleksandar Vučić un mémorandum dans lequel ils se sont engagés à soutenir la reprise de l'extraction du lithium en Serbie. Cela a déclenché une nouvelle vague de protestations. Le président Vučić, l'homme le plus puissant de Serbie, dont le parti au pouvoir est régulièrement accusé de réprimer les libertés civiles, a qualifié les manifestations d'écoterrorisme et de guerre hybride de l'Occident visant à renverser son gouvernement.

Les protestations serbes contre l'extraction du lithium sont devenues cet été un sujet d'intérêt pour les médias slovaques également. Cependant, ils les ont couvertes comme un sujet purement étranger, apparemment sans lien avec la politique économique slovaque. Pourtant, c'est aussi la politique économique slovaque qui porte la responsabilité de l'approfondissement du conflit concernant l'extraction du lithium en Serbie, ce qui nous oblige à réfléchir sur le sens de la solidarité dans le contexte de la crise écologique mondiale et de la nécessaire transition vers une économie bas carbone.

L'impérialisme écologique au XXI^e siècle

Le géant minier anglo-australien Rio Tinto, deuxième plus grande société minière au monde, est apparu pour la première fois en Serbie en 2004 à la suite de la libéralisation de l'économie par le gouvernement réformiste de Zoran Djindjić. Après l'égalisation des droits entre investisseurs nationaux et étrangers, Rio Tinto a reçu du cabinet serbe l'autorisation d'explorer la présence de matières premières stratégiques dans le pays, ce qui a conduit en 2006 à la découverte d'énormes gisements de lithium dans la vallée de Jadar, dans l'ouest de la Serbie.

Il a fallu dix ans avant que Rio Tinto ne demande l'autorisation de construire une mine de lithium. Le gouvernement serbe la lui a accordée en 2017. Juste avant le début de la construction, en novembre 2020, la population de la vallée de Jadar a commencé à protester contre la mine. Ils craignaient la pollution de l'environnement, et leurs craintes étaient étayées par plusieurs études. Les habitants dont les terres se trouvaient directement sur le territoire où devait être construite la mine ne voulaient pas les perdre. De plus, le gouvernement serbe a modifié en 2021 la loi sur l'expropriation, facilitant ainsi le processus d'expropriation des terres pour les projets d'« importance stratégique ».

Le sentiment général que le gouvernement serbe, en autorisant l'extraction du lithium, avait privilégié les intérêts d'une société multinationale par rapport à la sécurité et à la certitude de ses propres citoyens, a abouti à des protestations. Elles se sont rapidement étendues à travers la Serbie, de nombreux manifestants commençant à lier la protection de l'environnement à la complaisance excessive du gouvernement serbe envers les investisseurs étrangers. En janvier 2022, le cabinet serbe a finalement annoncé l'arrêt de la construction de la mine sous la pression des manifestations (et aussi en vue des élections parlementaires à venir).

Cependant, la guerre en Ukraine, l'escalade des tensions entre l'Europe et la Chine et la nécessité d'accélérer la transition vers une économie bas carbone ont forcé l'Union européenne à chercher des moyens d'accroître la résilience de ses chaînes d'approvisionnement. Bien que le lithium ne soit pas un métal rare, il n'est actuellement extrait que dans une dizaine de pays, quatre pays - le Chili, l'Argentine, la Chine et l'Australie - contribuant à l'extraction de presque tout le lithium fourni mondialement. Cela a également contribué ces dernières années à l'intérêt européen accru pour les ressources serbes. En septembre 2023, le vice-président de la Commission européenne pour le Pacte vert européen, Šefčovič, a signé à huis clos un mémorandum avec le président serbe Vučić sur la relance des plans de construction d'une mine de lithium en Serbie - cette fois avec le soutien explicite de l'Union européenne.

Le public serbe n'a appris cet accord qu'en décembre 2023 grâce à un reportage du quotidien serbe Danas. En juillet de cette année, le gouvernement serbe et la Commission européenne ont déjà officiellement confirmé leur intérêt à reprendre l'extraction du lithium en coopération avec l'industrie européenne. Cette décision a déclenché une nouvelle vague de protestations

qui ont touché la Serbie pendant l'été, mais cette fois sans aucun signe que le gouvernement serbe céderait à la voix de la rue. Au contraire, des informations sont apparues selon lesquelles la police serbe aurait arrêté certains activistes, perquisitionné leurs appartements ou même les aurait accusés de terrorisme.

Aujourd'hui, en raison de l'intérêt international agressif pour le lithium de Jadar, nous pouvons considérer la Serbie comme la ligne de front de l'impérialisme écologique en Europe. Le terme d'impérialisme écologique n'est pas nouveau, pas plus que le phénomène qu'il désigne. Dès les années 1980, l'historien américain Alfred Crosby a formulé ce concept pour décrire l'impact dévastateur du colonialisme européen sur les écosystèmes dans lesquels les Européens ont commencé à introduire leurs animaux, plantes et virus à partir de la fin du XV^e siècle. Le sociologue marxiste John Bellamy Foster a repris ce concept au début de ce siècle, mais lui a donné une signification légèrement différente. Foster a lié le concept d'impérialisme écologique au concept de la « rupture métabolique » (Metabolic Rift), qui décrit la façon dont le capitalisme détruit les ressources naturelles sans tenir compte de leur renouvelabilité et perturbe ainsi le « métabolisme » écologique entre l'homme et la nature. Foster a attribué les fondements de la théorie de la rupture métabolique à Marx lui-même, qui avait souligné l'impact de l'agriculture capitaliste intensive sur le déclin de la fertilité des sols en Europe. Foster a lié l'analyse de Marx de la rupture métabolique dans l'agriculture à la bataille pour le guano en Amérique du Sud et dans le Pacifique au XIX^e siècle entre les puissances impériales de l'époque, montrant ainsi que le pillage des ressources naturelles (dans ce cas, le sol) dans le cœur géographique du capitalisme industriel précoce avait déjà conduit il y a deux cents ans à la nécessité de chercher des ressources naturelles alternatives dans les régions de la périphérie mondiale.

Le concept d'impérialisme écologique tel que formulé par Foster peut nous aider à décrire la trajectoire actuelle de la transition vers une économie bas carbone, qui approfondit aujourd'hui les relations de pouvoir inégales entre les pays riches du Nord global et les pays plus pauvres de la périphérie mondiale. Alors que les pays du Nord global peuvent aujourd'hui se vanter de réduire leurs émissions et de nettoyer l'air urbain grâce au soutien aux véhicules électriques ou à l'énergie solaire, une telle transformation « verte » est liée à une demande croissante de matières premières minérales dans les pays périphériques. L'extraction de nombreuses matières premières minérales conduit à la destruction de l'environnement et à la déstabilisation de la vie de la population locale. Elle a également un impact négatif sur le développement économique des pays concernés, car la majorité des bénéfices retourne aux États du Nord global où sont basées les sociétés multinationales qui réalisent l'extraction. Néanmoins, l'impérialisme écologique n'est souvent pas imposé par la force à l'État périphérique lui-même. Au contraire, les États du Nord global et les entreprises qui y sont basées coopèrent généralement avec les politiciens locaux prêts à créer les conditions pour l'extraction des matières premières minérales et à réprimer la résistance intérieure - en échange d'avantages personnels ou politiques.

Cependant, l'impérialisme écologique en Serbie ne devrait pas être seulement un sujet d'intérêt académique pour le lectorat slovaque. Il s'avère en effet que la politique économique slovaque est liée à l'extraction du lithium en Serbie, non seulement à travers le commissaire européen slovaque au Pacte vert européen, Šefčovič, mais aussi à travers des parties de l'industrie slovaque qui coopèrent étroitement avec le gouvernement slovaque. Par conséquent, la solidarité avec les habitants de Serbie qui protègent leur environnement contre les sociétés multinationales doit également inclure une confrontation avec le modèle néolibéral de politique économique qui domine en Slovaquie.

La terre serbe, les traces slovaques

En 2019, quatre ans après son retour de l'étranger où il avait construit une carrière réussie en tant qu'investisseur, Marián Boček a fondé la start-up technologique slovaque InoBat. L'objectif était de construire une chaîne complète de production de batteries : de la fabrication des cellules de batteries jusqu'au recyclage et à la conception de batteries entièrement fonctionnelles pour les véhicules électriques. Boček a passé de longs mois à rencontrer des investisseurs et des politiciens dans le but d'obtenir des fonds pour la construction d'un centre de recherche. Il a réussi à les obtenir en février 2020 auprès du gouvernement de Peter Pellegrini (alors Smer, plus tard Hlas), qui a soutenu InoBat avec une somme de cinq millions d'euros. La subvention de l'État a aidé Boček à attirer d'autres investisseurs, dont Rio Tinto.

Boček a dès le début présenté InoBat comme un partenaire clé dans la transition européenne vers une économie bas carbone. Déjà lors de l'événement Tatra Summit en 2018, il a réussi à établir un contact avec Šefčovič, qui était alors commissaire européen à l'énergie et plus tard vice-président de la Commission européenne pour le Pacte vert européen, et qui est devenu un supporter d'InoBat. L'entreprise s'est rapidement positionnée comme un acteur clé dans le cadre du Pacte vert européen, ce qui a permis à Boček d'obtenir deux millions d'euros supplémentaires de sources européennes en 2021.

En septembre 2023, deux jours après l'accord secret entre Šefčovič et Vučić sur la reprise de l'extraction du lithium en Serbie, InoBat a annoncé un accord avec le gouvernement serbe pour la construction d'une usine de production et de recyclage de batteries dans la commune serbe de Cuprija. Bien qu'il ne soit pas clair si Boček était au courant de l'accord de septembre entre la Commission européenne et le gouvernement serbe, il ne fait aucun doute que cet investissement est devenu plus attractif grâce à la reprise potentielle de l'extraction du lithium en Serbie. La valeur des avantages que le gouvernement serbe a offerts à InoBat pour la construction et l'exploitation de l'usine s'élève à 419 millions d'euros.

Il est clair aujourd'hui que le nouveau gouvernement slovaque considère la Serbie comme un partenaire stratégique dans le cadre de sa politique étrangère basée sur la « diplomatie économique ». Cela est également attesté par la visite d'octobre du ministre slovaque des Affaires étrangères Juraj Blanár (Smer) en Serbie, au cours de laquelle il a rencontré des membres éminents du gouvernement serbe, ainsi que le président Vučić lui-même. Blanár a désigné comme l'un des principaux objectifs de la visite non seulement le soutien aux entreprises slovaques opérant en Serbie, mais aussi l'attraction d'autres investisseurs slovaques intéressés par l'exploitation des « opportunités » offertes par la Serbie, y compris dans le domaine des sources renouvelables.

Cependant, la Serbie n'est pas, loin s'en faut, le seul pays dans lequel les investisseurs voient des opportunités de profit grâce à la transition vers une économie bas carbone. En janvier 2023, InoBat

Jakub Bokes

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

